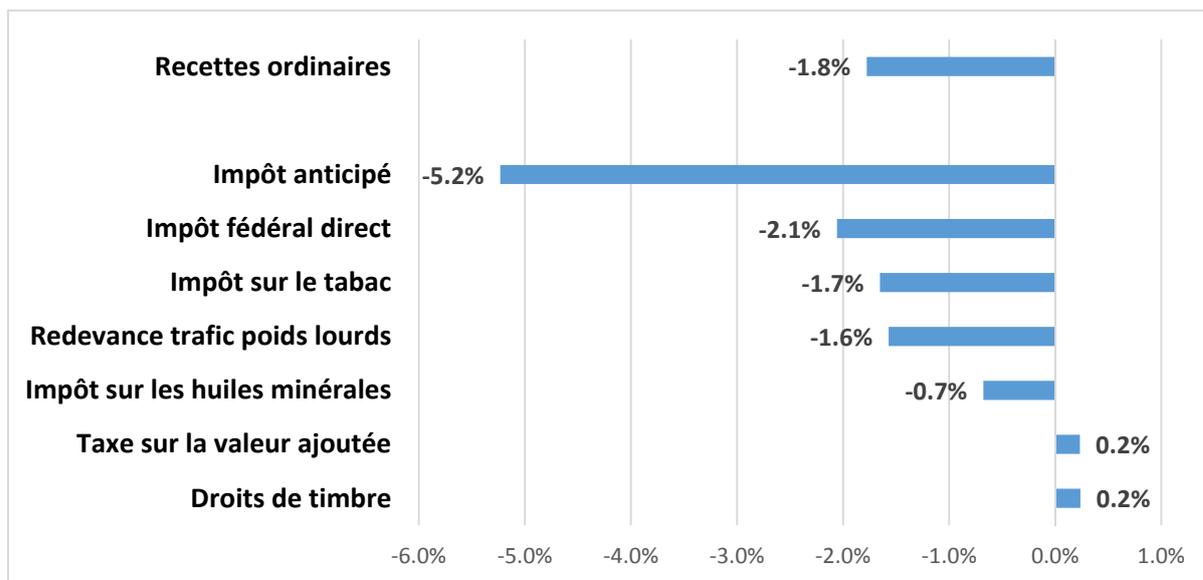




Annexe au communiqué concernant le compte 2014

Evolution des recettes (par rapport au compte 2013)



Les recettes diminuent de 1,8 % (soit de 1,2 mrd) par rapport à l'année précédente. Toutes les catégories de recettes connaissent une baisse modérée, à part la distribution du bénéfice de la Banque nationale suisse (BNS), qui est supprimée, et l'impôt anticipé, qui diminue considérablement par rapport à une année 2013 dont les recettes étaient particulièrement élevées. Si l'on fait abstraction de ces deux éléments, le recul des recettes est certes moins marqué (- 0,9 %, ou 0,5 mrd), mais il reste nettement en dessous de la croissance du PIB nominal attendue pour 2014, qui est de 1,9 % (prévisions du groupe d'experts du 18 décembre 2014). Les principales recettes évoluent de la manière suivante:

- L'**impôt anticipé** (5,6 mrd) est inférieur à celui de 2013 (- 0,3 mrd), mais plus élevé que le montant budgétisé (+ 0,8 mrd). Les rentrées ont certes augmenté de 2,1 milliards, mais l'augmentation des remboursements, qui atteignent 2,4 milliards, est encore plus forte. Après 2013, qui était une année exceptionnelle, le taux de remboursement (77,6 %) retrouve donc un niveau qui correspond à sa moyenne à long terme.
- La **taxe sur la valeur ajoutée** (22,6 mrd) n'a progressé que de 0,2 % par rapport à l'année précédente et se situe donc ainsi quelque 350 millions en dessous du montant budgétisé. Notamment l'impôt sur les importations, qui est prélevé sur les marchandises et les prestations importées, évolue très peu par rapport à 2013 (- 0,5 mrd).
- Par rapport à l'exercice précédent, les recettes **des droits de timbre** (2,1 mrd) ont

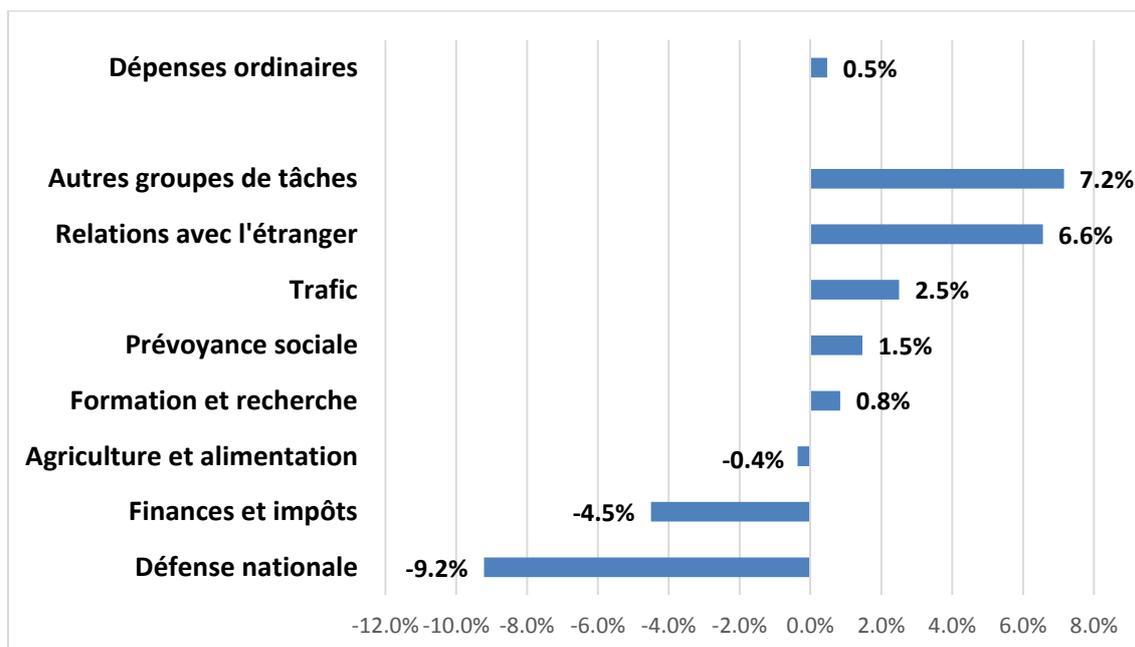
pratiquement stagné (+ 5 mio). Cela est principalement dû au produit du droit de négociation qui est presque identique à celui de 2013 malgré l'évolution favorable sur les marchés boursiers. Le recul des recettes du droit d'émission sur le capital propre s'explique surtout par le fait que cet impôt devrait prochainement être supprimé. Seul le produit du droit sur les quittances de primes a connu une hausse en 2014.

- L'**impôt fédéral direct** (18,0 mrd) a baissé de quelque 0,4 milliard par rapport 2013. Il est également inférieur de plus de 2 milliards au montant budgétisé. Cette évolution est due tant aux impôts sur le revenu qu'aux impôts sur les bénéfices.
- L'**impôt sur les huiles minérales** (5,0 mrd) diminue légèrement par rapport à l'année précédente (- 0,7 %). Cette diminution est due aux prescriptions sur les émissions de CO₂ applicables, depuis le milieu de 2012, aux véhicules nouvellement immatriculés, qui accentuent le recul de la consommation moyenne de carburant.
- La **redevance sur le trafic des poids lourds** (1,5 mrd) baisse également (- 1,6 %), essentiellement en raison du renouvellement du parc de véhicules, qui devient moins polluant et est donc moins taxé.
- Les recettes provenant de l'**impôt sur le tabac** (2,3 mrd) diminuent aussi (- 1,7 %). Tout comme en 2012, le recul des ventes a été supérieur à la moyenne en 2013. En outre, en raison de la force du franc suisse, le tourisme d'achat dans les pays voisins a considérablement augmenté.

Tableau: Evolution des recettes 2014

Mio CHF	Compte 2013	Budget 2014	Compte 2014	Ecart p. r. au C		Ecart p. r. au B	
				mio	%	mio	%
Recettes ordinaires	65'032	66'245	63'876	-1'156	-1.8%	-2'369	-3.6%
Impôt anticipé	5'942	4'837	5'631	-311	-5.2%	794	16.4%
Impôt fédéral direct	18'353	20'113	17'975	-378	-2.1%	-2'138	-10.6%
Impôt sur le tabac	2'295	2'387	2'257	-38	-1.7%	-130	-5.4%
Redevance trafic poids lourds	1'517	1'500	1'493	-24	-1.6%	-7	-0.4%
Impôt sur les huiles minérales	5'005	4'980	4'972	-34	-0.7%	-8	-0.2%
Taxe sur la valeur ajoutée	22'561	22'960	22'614	53	0.2%	-346	-1.5%
Droits de timbre	2'143	2'300	2'148	5	0.2%	-152	-6.6%

Evolution des dépenses par groupe de tâches (par rapport au compte 2013)



Les dépenses de la Confédération ont augmenté de 300 millions par rapport à l'exercice précédent pour atteindre 64 milliards (+ 0,5 %). La croissance des dépenses est donc nettement inférieure à celle du PIB nominal (estimation actuelle: 1,9 %). L'évolution des différents groupes de tâches est cependant très hétérogène. Les augmentations de dépenses sont dues principalement au relèvement de la taxe sur le CO₂ et à l'utilisation des revenus supplémentaires qui en découlent, à la prévoyance sociale, aux relations avec l'étranger et au trafic. En revanche, les dépenses au titre de la défense nationale ainsi que des finances et des impôts ont notablement diminué. En raison des décisions du souverain (rejet du Gripen, acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse), la croissance des dépenses est moins élevée que budgétisé.

- **Relations avec l'étranger - coopération internationale** (3,5 mrd, + 6,6 %): la croissance des dépenses consacrées aux relations avec l'étranger reflète la décision du Parlement d'accroître la part de l'aide au développement à 0,5 % du revenu national brut d'ici à 2015.
- **Trafic** (8,4 mrd, + 2,5 %): la croissance relativement forte enregistrée dans le domaine du trafic est principalement due aux dépenses supplémentaires destinées à la construction des routes nationales (exploitation des crédits plus importante que l'année précédente).
- **Prévoyance sociale** (21,4 mrd, + 1,5 %): les principaux facteurs de dépenses dans le cadre de la prévoyance sociale sont l'AVS, l'AI, la réduction individuelle de primes et les prestations complémentaires. Les dépenses dans le domaine de la migration ont moins augmenté que prévu (+ 1,3 %).
- **Formation et recherche** (7,0 mrd, + 0,8 %): les dépenses au titre de la formation et la recherche ont nettement moins progressé que prévu. Cela est principalement dû au fait qu'après l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse, la Suisse a perdu son statut de partenaire associé au programme-cadre de recherche de l'Union européenne. Par conséquent, comme elle n'a pas payé l'entier de la contribution prévue en 2014, des soldes de crédits apparaissent. Ces soldes seront versés ces prochaines années dans le

cadre d'une participation projet par projet de la Suisse.

- **Agriculture** (3,7 mrd, - 0,4 %): les dépenses en faveur de l'agriculture ont encore légèrement baissé. L'augmentation des paiements directs est compensée par une baisse des dépenses dans les domaines de la production végétale, de l'économie laitière et des améliorations structurelles.
- **Finances et impôts** (9,5 mrd, - 4,5 %): la faible évolution des recettes (notamment celles provenant de l'IFD) et les intérêts très bas ont entraîné un net recul des dépenses dans le groupe de tâches Finances et impôts.
- **Défense nationale** (4,3 mrd, - 9,2 %): l'évolution des dépenses au titre de la défense nationale est fortement influencée par des effets spéciaux. D'une part, un paiement unique à PUBLICA a été effectué en 2013 afin de financer la retraite anticipée de militaires de carrière. D'autre part, des soldes de crédits sont apparus en raison du rejet de l'achat de nouveaux avions de combat par le peuple.
- **Autres groupes de tâches** (6,2 mrd, + 7,2 %): la croissance des dépenses dans ce domaine est due essentiellement à l'utilisation du supplément de recettes perçu au titre de la taxe sur le CO₂. Abstraction faite de ces dépenses supplémentaires, la croissance n'est que de 0,9 % par rapport à l'année précédente.

Tableau: Evolution des dépenses par groupe de tâches 2014

Mio CHF	Compte 2013	Budget 2014	Compte 2014	Ecart p. r. au C		Ecart p. r. au B	
				mio	%	mio	%
Dépenses ordinaires	63'700	66'124	64'000	300	0.5%	-2'124	-3.2%
Prévoyance sociale	21'106	21'763	21'414	309	1.5%	-349	-1.6%
Finances et impôts	9'916	9'963	9'469	-446	-4.5%	-493	-5.0%
Trafic	8'224	8'549	8'429	206	2.5%	-120	-1.4%
Formation et recherche	6'894	7'201	6'952	58	0.8%	-249	-3.5%
Défense nationale	4'789	4'856	4'348	-441	-9.2%	-508	-10.5%
Agriculture et alimentation	3'706	3'719	3'693	-13	-0.4%	-27	-0.7%
Relations avec l'étranger	3'292	3'569	3'508	216	6.6%	-61	-1.7%
Autres groupes de tâches	5'774	6'503	6'187	413	7.2%	-316	-4.9%